



»Genève II » et la volonté des États-Unis de changer de régime en Syrie

Par [Patrick O'Connor](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2014

[wsws.org](http://www.wsws.org)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Mercredi, l'ouverture des négociations sur la crise syrienne était dominée par l'insistance du gouvernement Obama sur l'idée que le but des discussions de « Genève II » est de retirer du pouvoir le président Bashar el-Assad et de mettre en place un gouvernement fantoche pro-américain.

À la manière d'un gouverneur colonial, le ministre américain des Affaires étrangères John Kerry a déclaré, « Nous ne voyons qu'une option, négocier un gouvernement de transition né d'un consentement mutuel. »

Kerry a clairement indiqué que « consentement mutuel » signifie un résultat dicté par l'impérialisme américain. « Cela signifie que Bashar Assad ne fera pas partie de ce gouvernement de transition, » a-t-il continué. « Il est impossible, absolument impossible, qu'un homme qui a dirigé une riposte brutale contre son propre peuple puisse obtenir la légitimité pour gouverner. »

Ce genre d'arrogance crapuleuse est la marque de fabrique de la politique américaine dans toutes les régions du monde. Tout gouvernement qui est considéré comme une gêne à la poursuite des intérêts géopolitiques de la classe dirigeante américaine est ciblé pour être déstabilisé ou renversé, par des moyens couverts ou assumés. Au moment où Kerry s'exprimait, les forces de l'extrême-droite et fascisantes en Ukraine, soutenues par les États-Unis et leurs alliés d'Europe occidentale, accentuaient les protestations visant à faire tomber un gouvernement considéré comme trop proche de la Russie.

En Syrie, Washington a passé près de trois ans à chercher à utiliser la violence pour obtenir un changement de régime. Les États-Unis et leurs alliés en Europe, en Arabie saoudite et au Qatar ont financé une insurrection dominée par les éléments fondamentalistes islamistes qui ont commis des atrocités contre les minorités ethniques et religieuses. Ce conflit a provoqué plus de 100 000 morts et fait fuir des millions de gens. Il menace de se développer en une guerre civile dans toute la région.

La campagne américaine en Syrie fait suite aux guerres illégales des États-Unis contre l'Afghanistan et l'Irak, qui ont dévasté ces deux pays et entraîné la mort de centaines de milliers de gens, sinon des millions. Elle est la suite directe de la guerre lancée par les États-Unis pour faire tomber Kadhafi en Libye.

Le gouvernement Obama drape sans honte sa campagne en Syrie dans la rhétorique de la

démocratie et des droits de l'Homme. Réagissant aux commentaires de responsables Syriens, qui protestaient contre l'insistance à leur faire remettre le pouvoir aux prétendus « rebelles », le ministère des Affaires étrangères a dénoncé le régime qui se serait engagé dans « une rhétorique incendiaire » et ne serait pas parvenu à « établir une vision positive pour l'avenir de la Syrie qui soit diverse, inclusive et respectueuse des droits de tous. »

En septembre dernier, le gouvernement Obama était sur le point de lancer un assaut militaire contre la Syrie, mais en fin de compte s'était retiré après n'être pas parvenu à forger une coalition internationale comme il l'avait fait en Libye en 2011, et face à une large opposition populaire. En une manœuvre tactique de dernière minute, Washington a accepté un accord proposé par les Russes sur la destruction des stocks d'armes chimiques de la Syrie. Les négociations de « Genève II » montrent clairement cependant que Washington n'a pas renoncé à sa stratégie fondamentale.

Le mode opératoire de l'impérialisme américain à la poursuite de ses intérêts consiste en crapuleries et mensonges. La dernière escalade en date s'appuie sur des allégations tombant à point nommé selon lesquelles le régime d'Assad aurait perpétré « des meurtres d'Etat à l'échelle industrielle, » dont la torture et le meurtre de 11 000 prisonniers. Les médias américains ont été remplis d'allégations scabreuses issues d'un rapport commandé par le Qatar, qui a joué un rôle majeur dans le financement des milices islamistes en Syrie. Toutes les preuves supposées sont dérivées des allégations d'un agent appelé « Caesar » qui travaille avec les groupes de l'opposition syrienne depuis septembre 2011.

Le témoignage de « Ceasar » sur la situation en Syrie a autant de crédibilité que les histoires de laboratoires mobiles d'armes chimiques irakiens de l'agent « curveball », un exilé de l'opposition dont la Maison Blanche avait fait la promotion avant l'invasion de l'Irak il y a 11 ans.

Pendant que les États-Unis se préparaient à la guerre l'été dernier, Kerry et d'autres responsables de haut rang avaient mis sur le dos du gouvernement syrien une attaque à l'arme chimique dans la banlieue de Damas, à Ghouta,. L'attaque au gaz était intervenue peu après que Kerry eut rencontré des personnalités de l'opposition syrienne qui avaient connu des mois de reculs militaires et désespéraient d'obtenir une assistance militaire plus directe de la part des États-Unis.

Les affirmations de Washington selon lesquelles ces attaques au gaz avaient été menées par les forces syriennes ont été complètement réfutées. Un rapport des inspecteurs de l'ONU sur les armes chimiques, rendu le mois dernier, détaille de nombreuses attaques au gaz sarin menées par les milices de l'opposition, dont plusieurs attaques confirmées à quelques jours du massacre de Ghouta. Le mois dernier également, le journaliste d'investigation Seymour Hersh a révélé la manipulation par le gouvernement Obama du renseignement sur cet incident.

Maintenant, deux experts américains, Richard Lloyd, ex-inspecteur de l'ONU sur l'armement et Theodore Postol, professeur de technologie au Massachusetts *Institute of Technology*, ont signé un rapport qui démolit encore plus les affirmations de Washington. En utilisant une carte de Damas publiée par la Maison Blanche le 30 août de l'année dernière, qui détaillait les différentes zones contrôlées par le gouvernement et les forces de l'opposition, Lloyd et Postol ont conclu que les armes chimiques devaient venir d'un lieu situé à moins de 2 km de la cible, et que tous les points de lancement possibles étaient en territoire tenu par les rebelles. Le gouvernement Syrien et les forces armées ne pouvaient pas être responsables.

Postol a déclaré à l'agence de presse *McClatchy* : « Mon idée, quand j'ai commencé ces travaux ,était que seul le gouvernement syrien pouvait être derrière ces attaques. Mais maintenant je ne suis sûr de rien. La version du gouvernement n'était même pas proche de la réalité. »

Les dernières allégations en date contre la Syrie ne sont pas plus crédibles que les mensonges sur le gaz sarin.

Le cynisme de la politique étrangère américaine, et ses déclarations incroyables sur la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme, sont encore davantage révélés par les événements en cours en Ukraine. Les manifestations de l'opposition qui visent à faire tomber le gouvernement aligné sur la Russie ont été orchestrées par les États-Unis et l'Allemagne, tous deux aucunement troublés devant le rôle joué par les organisations fascistes au sein de l'opposition. Ces groupes sont les descendants directs des forces anticomunistes qui servaient d'auxiliaires aux Nazis durant l'occupation de l'Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale et qui les ont aidés à perpétrer le génocide des juifs dans le pays.

Aujourd'hui, les néo-fascistes sont applaudis comme de potentiels hommes d'Etat par les haut responsables américains. Il y a tout juste une semaine, le sénateur John McCain a publiquement rencontré le dirigeant du parti *Svoboda*(Liberté), Oleg Tyagnibok, un antisémite notoire.

Les crises en Ukraine et en Syrie témoignent de la volonté du gouvernement Obama de promouvoir des forces d'extrême-droite, quelles qu'en soient les conséquences, pour faire avancer les intérêts économiques et géostratégiques prédateurs de la classe dirigeante américaine.

Patrick O'Connor

Article original, [WSWS](#), paru le 23 janvier 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Patrick O'Connor](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Patrick O'Connor](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca